N° 176 — 25e Année

SIX PAGES : CINQ CENTIMES

Jeudi 26 Juin 1913

RÉDACTION :
ROUBAIX, rue Richard-Lenoir, 13
TOURCOING, 5 bis, rue Nationale

PRIX DES ABONNEMENTS :
Nord et Départements limitrophes :
Trois mois : 4 fr. 50 — Un an : 18 fr.
Les abonnements partent du 1er et du 15 de chaque mois et sont payables d'avance

L'AVENIR DE ROUBAIX-TOURCOING

Journal Républicain Quotidien

SIÈGE ADMINISTRATIF :
Rue de Béthune, 27, à Lille
(TÉLÉPHONE N° 97)

LES MANUSCRITS NE SONT PAS RENDUS

Les annonces sont reçues aux Bureaux du Journal, 27, rue de Béthune, à Lille et dans toutes les Agences de Publicité.

Souvenirs de Guerre

Nous apprenons que le Reichstag a voté, en première lecture, le projet d'armement déposé par le gouvernement allemand. Toutefois, le ministre de la guerre n'a pu triompher de l'opposition de l'assemblée à une trop grande augmentation de la cavalerie.

Le député démocrate Liesching a combattu avec succès la création de six nouveaux régiments et la majorité lui a donné raison en limitant l'augmentation à trois régiments de cavalerie.

— C'est bien assez ! s'est écrié Liesching. Devons-nous nous réjouir de cette solution ?

Je ne le crois pas, en ce qui nous concerne, parce qu'on peut soutenir que les trois régiments, dont la création a été refusée, n'auraient pas été un accroissement réel de la puissance militaire de l'Allemagne.

Les régiments de cavalerie ainsi accrus de trois unités seront, pour cette arme, une force suffisante pour s'opposer, à la frontière orientale, aux incursions des cosaques.

Dans la grande guerre moderne, on semble ne l'avoir pas comprie suffisamment en Allemagne, le rôle de la cavalerie est bien accessoire.

Comme éclaireurs, les cavaliers seront en grande partie suppléés par les cyclistes et surtout par les aviateurs.

Le rôle de la cavalerie est important à la fin d'une action lorsqu'il s'agit de protéger la retraite ou d'inquiéter celle de l'ennemi.

A Bapaume, ce sont des batteries concentrées sur un point stratégique et contrebattant efficacement les nôtres, qui ont protégé la retraite de l'armée de Von Goeben.

Dans le cours de cette même rencontre de Bapaume, le 2 janvier 1871, le bataillon de chasseurs à pied du commandant Flecquet a été attaqué par deux escadrons de cuirassiers allemands ; il se forma en carré, détruisit au grande partie le premier de ces escadrons, et l'autre se retira.

Puisque j'évoque mes souvenirs de la campagne du Nord, sous les ordres du glorieux Faidherbe, je parlerai de la bataille de St-Quentin, le 19 janvier, qui comporte de graves enseignements sur le sujet qui nous occupe.

Je commandais alors en tiers de lieutenant, une compagnie de mobiles, et notre bataillon occupait une des positions les plus avancées de l'armée française que, par deux fois, les Allemands avaient dû abandonner.

A un certain moment, assez tard dans la journée, le colonel Pittié, qui commandait la brigade, est venu caracoler sur notre front, monté sur son cheval arabe, et nous commander :

« Mobiles, retirez-vous : vous êtes encadrés. »

De fait, des troupes ennemies débouchaient sur notre droite, en arrière.

Nous dûmes obéir à l'ordre de retraite et bientôt après nous fûmes chargés par un escadron.

Arrêtés derrière l'abri d'un repli de terrain, nous fîmes une décharge aussi nourrie que possible, beaucoup de nos hommes ayant épuisé le provision de cartouches de nos fusils-tabatière, et l'escadron fut arrêté net.

Il faut savoir qu'à Saint-Quentin, les Allemands avaient une cavalerie très nombreuse, on peut dire trop nombreuse puisqu'ils ne surent pas s'en servir : au début de l'action autant d'escadrons que de bataillons ; et l'armée de Faidherbe, aucune cavalerie : seulement quelques éclaireurs.

Comment notre retraite fut-elle protégée ?

Les chasseurs à pied avec Négrier, la compagnie d'élite des mobiles du Gard, les fusiliers marins s'en chargèrent.

« Les coups de fouchette » ne furent pas épargnés.

Après ces efforts héroïques, les Allemands suivirent de près les Français entrés en ville par le faubourg d'Isle.

Mais des barricades s'élevèrent instantanément sous l'œil des généraux et furent vaillamment défendues.

A quoi servirent ces escadrons en surnombre ?

Comment les renforts d'infanterie, qui arrivèrent à l'ennemi de Laon, de Rouen, même de l'armée qui entourait Paris, par chemin de fer, sur le champ de bataille même — fait qui se présentait pour la première fois — n'ont-ils pas assuré aux Allemands une victoire complète par la destruction de l'armée française, qui n'a pas perdu une batterie ?

Faidherbe avait dit à Malézieux, le député de Saint-Quentin nommé en même temps que Thiers en 1863 :

« Si j'étais à la place des Allemands, l'armée française ne tiendrait pas ici dix minutes : mais je les arrêterai toute la journée. »

L'explication est bien simple : l'armée du Nord avait un chef, et il faut rappeler aussi un mot qui a été dit, ces jours-ci, à la tribune de la Chambre :

« Toutes les armées nous envient, pour ses qualités guerrières, le petit soldat de France. »

Ajoutons encore, avec l'expérience de 1870: « Fût-ce un soldat improvisé. »

Maxime LECOMTE,
Sénateur du Nord.

DIFFICULTÉS ESPAGNOLES

Violent combat au Maroc

33 morts, 53 blessés

Madrid, 25 juin.

Une dépêche officielle de Tétouan dit qu'en présence des nombreux contingents que les ennemis concentraient pour attaquer les forces espagnoles, celles-ci ont pris l'offensive.

Après un combat acharné, l'ennemi s'est retiré en déroute, ayant subi de grandes pertes.

Les Espagnols ont eu 3 officiers et 30 soldats tués, 1 colonel, 4 officiers et 53 soldats blessés.

Une Catastrophe de chemin de fer EN BELGIQUE

Le rapide Amsterdam-Paris pris en écharpe l'express Anvers-Bruxelles.

Plusieurs tués, vingt blessés

Un épouvantable accident de chemin de fer s'est produit hier matin, à la gare de Malines, entre Bruxelles et Anvers. L'express pour Amsterdam est entré, vers huit heures, en collision avec un train stationnant sur la voie, en gare. Le choc fut effroyable. La locomotive de l'express et plusieurs vagons sautèrent hors des rails.

C'est le rapide Amsterdam-Paris, qui passe à Malines à 7 h. 33 du matin, qui a pris en écharpe un train ordinaire de voyageurs Anvers-Bruxelles. Plusieurs voyageurs du train ordinaire furent tués sur le coup et une *vingtaine* blessés. On n'est pas *fixé* sur le nombre exact des morts.

Toute la gendarmerie de Malines est employée au service d'ordre. Ce sont les wagons du train ordinaire qui ont été jetés hors des rails qui ont le plus souffert. Les voies ont été obstruées pendant plusieurs heures.

Le rapide Amsterdam-Paris n'a qu'un peu d'avaries et a pu poursuivre sa route après trois heures d'attente. Il n'est reparti de la gare de Bruxelles-Midi pour Paris qu'à vers dix heures, au lieu de 8 h. 20 du matin.

Les Conflits d'Orient

La commission financière internationale

La commission financière des affaires balkaniques s'est réunie hier matin à neuf heures en comité des réclamations pécuniaires des belligérants, sous la présidence de M. de Margerie, et la vice-présidence de M. Arthur Raffalovitch (Russie).

Au nom des diverses délégations balkaniques, le premier délégué du Monténégro a donné lecture d'un exposé des motifs présentés pour justifier en droit et en fait la réclamations pécuniaires des Etats balkaniques.

Un échange de vues, enquêtes et participé toutes les délégations, s'en tient touchant l'étendue exacte de la compétence de ce comité, notamment en ce qui concerne l'examen des réclamations qui pourraient lui être présentées par les Etats balkaniques au nom des administrations, sociétés ou particuliers, en réparation du préjudice souffert à raison de l'état de guerre.

D'autre part, la commission réunie en comité des concessions et contrats, sous la présidence de M. de Margerie et la vice-présidence de M. Volpi (Italie), après avoir pris connaissance des communications qui lui ont déjà été adressées par certaines délégations en sujet des intérêts de leur nationaux engagés dans des entreprises de travaux publics, chemins de fer, mines, etc., dans les territoires cédés, le comité a décidé de s'ajourner à mardi prochain pour permettre à chaque délégation de compléter son information particulière.

AU JOUR LE JOUR

Les Toasts de Londres

Les toasts prononcés mardi soir à Buckingham palace par le roi d'Angleterre et le président de la République ont produit sur l'opinion des deux pays une forte et salutaire impression, fixé définitivement en effet, avec un égal bonheur d'expression, le sens et l'objet de l'intimité franco-britannique.

Rarement un accord disputé de liquidation, tel que fut celui de 1904, a si vite évolué vers la coopération quotidienne » dont a parlé M. Poincaré. La cause en est assurément dans les sentiments d'estime traditionnelle et de respect réciproque que les deux peuples professèrent depuis des siècles l'un pour l'autre. Au temps de leurs conflits les plus aigus, Anglais et Français se sont bien jugés. L'expérience d'un long désaccord leur a appris ce que vaudrait une loyale réconciliation.

Le ralentissement de cette réconciliation et, selon l'expression du roi George, « inestimable ». Ni le roi ni le président ne pouvaient, en ce jour de fête, insister sur les événements où cette valeur s'est affirmée : crises marocaines de 1905, 1906, 1907, 1908, 1911, crises orientales de 1908, 1909, 1912, sans parler des affaires de Perse et de Chine, pour lesquelles l'entente cordiale a tant de fois facilité les solutions désirables.

En étroit concert avec la Russie dont la France est l'alliée dévouée et la Grande-Bretagne l'amie fidèle, les deux puissances ont réussi à sauvegarder, avec la dignité de leur propre politique, la paix et l'équilibre de l'Europe. Elles y ont réussi par la résolution qui leur est commune de ne jamais séparer ces deux termes et de ne jamais admettre que le maintien de la paix puisse s'acheter d'une rupture de l'équilibre.

C'est ainsi que les difficultés de l'heure présente peuvent être orientées vers l'apaisement. La cohésion de la Triple-Entente, nous le rappelions hier, n'est menaçante ou provocatrice pour personne. Le contrôle permanent établi entre elle et la Triplice a servi jusqu'ici la cause de l'harmonie européenne. Tout permet d'espérer qu'il en sera de même dans l'avenir.

MORT DE M. AYNARD

Le député du Rhône a succombé hier EN ARRIVANT A LA CHAMBRE

M. AYNARD

M. Aynard, député progressiste du Rhône, beau-père de M. Jonnart, député du Pas-de-Calais, est mort presque subitement, hier matin, à la Chambre, où il était venu pour prendre part à la discussion sur les projets de loi scolaires.

M. Aynard était arrivé à la Chambre à neuf heures et quart ; il devait prendre part à la discussion de la loi sur l'école laïque, et avait travaillé une partie de la nuit en vue de sa participation à ce débat.

Il traversait la salle des Pas-Perdus lorsque, au moment de pénétrer dans les couloirs intérieurs du Palais-Bourbon, il se sentit défaillir. Les quelques personnes présentes le soutinrent et l'aidèrent à s'asseoir sur une des banquettes de la salle.

M. Aynard n'avait nullement perdu connaissance et même il prit M. Fleury-Ravarin, son collègue de la députation du Rhône, qui se trouvait près de lui, de se rendre auprès du président de la Chambre, pour l'aviser qu'il ne pourrait prendre la parole en cours de la séance.

Au même instant, le docteur Lachaud, député de la Corrèze, et le docteur Monprofit, député d'Angers, s'empressèrent de venir donner leurs soins à leur collègue.

M. Barthou, président du conseil, prévenu, vint immédiatement s'informer de son état. Ce que voyant, M. Aynard dit en riant au président du conseil : « Si les grands de la terre viennent, c'est donc la fin ! »

Toutefois, M. Aynard se sentant près de fatigué et d'une envie invincible de dormir, on le transporta sur une civière dans le cabinet médical, où il sommeilla durant une heure environ.

Pendant ce temps, M. Jonnart arrivait en toute hâte, puis deux de ses fils, qu'on avait pu prévenir.

Vers onze heures moins un quart, M. Aynard se réveilla et fut pris d'un vomissement, à la suite duquel il rendit le dernier soupir. Les médecins qui l'avaient assisté attribuent sa mort à un accident cardiaque.

Le corps, accompagné par M. Jonnart et les deux fils du défunt, fut transporté au domicile de M. Aynard, boulevard de Courcelles.

M. Paul Deschanel, président de la Chambre, et M. Eugène Pierre, secrétaire général de la présidence, accompagnèrent le corps jusqu'à la voiture qui allait l'emmener.

M. Edouard Aynard était né le 1er janvier 1837, à Lyon. Il fut élu député pour la première fois en 1889. En 1898, il fut élu vice-président de la Chambre et réélu plusieurs fois. En 1909 il fut candidat au Sénat, mais fut battu. Il fit partie de l'Académie des Sciences et de l'Académie des Beaux-Arts.

M. Edouard Aynard était officier de la Légion d'honneur ; il était aussi régent de la Banque de France et vice-président du conseil supérieur du travail.

M. Aynard était loin d'être de nos amis politiques et ces derniers temps nous avons exprimé nos regrets de le voir apporter l'appui de son autorité aux représentants dans leur lutte contre l'école laïque. Il le faisait d'ailleurs en nom d'une liberté et d'une tolérance qui sont le moindre souci des cléricaux.

Nous ne reconnaîtrons pas moins son grand talent et sa probité politique et nous saluons avec respect la dépouille de cet adversaire qui fut toujours loyal et qui occupa une grande place à la Chambre. Sa mort est une perte très sensible pour le parti progressiste.

L'aviateur Brindejonc des Moulinais

A STOCKHOLM

L'aviateur Brindejonc des Moulinais, qui accomplit récemment le voyage aérien Paris-Varsovie-Saint-Pétersbourg, avait, on le sait, formé le projet de rentrer en France par la voie des airs en passant par Stockholm.

Lundi et mardi, il volait de Saint-Pétersbourg à Reval. Il quitta cette dernière ville hier matin et gagna Stockholm, où il est arrivé hier midi un peu avant 8 heures, après un vol de quatre heures au-dessus de la Baltique.

Il convient de souligner le valeur de la nouvelle performance accomplie par l'aviateur Brindejonc des Moulinais. Ce pilote a en effet couvert au-dessus de la mer Baltique plus de trois cents kilomètres. La distance totale de Reval à Stockholm peut être évaluée à 750 kilomètres.

La deuxième journée de M. Poincaré A LONDRES

Le Président au Home des Institutrices et au Guildhall

Le Président de la République française a continué hier d'être l'objet d'ovations enthousiastes de la part de la population de Londres. C'est au nom de cette population que le lord-maire au Guildhall lui a adressé et a adressé à la France les éloges les plus flatteurs et les plus sincères.

A l'Hôpital français

Londres, 25 juin.

Dès 9 heures du matin, M. Poincaré a quitté le palais de Saint-James en auto fermée pour visiter l'hôpital français et diverses autres institutions.

L'hôpital français, fondé en 1867 pour les étrangers pauvres parlant français, comprenait, à l'origine, seulement 16 lits. Il en possède maintenant 74. De grandes améliorations y ont été naturellement apportées et les principaux médecins donnent généreusement et gratuitement leurs soins aux malades avec l'assistance de sœurs infirmières.

M. Poincaré est arrivé un peu après 9 heures à l'hôpital français. Il a été reçu par M. Lazarus Barlow, président du comité, qui lui présente le corps médical de l'hôpital, les sœurs infirmières et les dames de la Croix-Rouge, et prononce une allocution. M. Poincaré répond :

« L'éclat des fêtes auxquelles je suis convié par l'amitié britannique ne pouvait me faire oublier ni ceux qui souffrent ni ceux qui se dévouent. Je n'aurais pas voulu séjourner à Londres sans visiter cet hôpital et sans apporter comme mes éminents prédécesseurs l'hommage de l'admiration et de la gratitude française aux savants docteurs qui prodiguent ici leurs soins éclairés, aux vaillantes femmes qui secondent le corps médical et au personnel tout entier de l'établissement. Et si en traversant les salles que le concours de la République et la générosité de quelques bienfaiteurs vous ont permis d'ouvrir, je suis assez heureux pour laisser aux malades un peu d'espoir et de réconfort, j'aurai accompli une des tâches les plus douces qui puissent m'être réservées. »

Le Président parcourt ensuite toutes les salles de l'hôpital, s'arrêtant au chevet de la plupart des malades. A son départ, le représentant de la France est chaudement acclamé par la foule qui, durant la visite, s'est rapidement massée devant l'hôpital.

A l'Institut français

UN ELOGE DE L'UNIVERSITÉ DE LILLE

La seconde visite du Président est pour l'Institut français, œuvre destinée à accroître en Angleterre le connaissance de la langue et de l'art français. Il y est reçu par sir George Askwith, président du conseil d'administration, et M. Schatz, directeur. Conduit dans la salle des conférences, il prend place sur l'estrade avec le ministre des affaires étrangères et les personnages de sa suite. M. G. Askwith adresse à M. Poincaré les paroles suivantes :

« Monsieur le Président,

« Au nom de l'Institut Français du Royaume-Uni, je vous remercie de l'honneur que vous nous faites et je vous présente l'hommage de nos sentiments chaleureux. Comme président du conseil d'administration, je désirerais rappeler que nous avons voulu contribuer, par une institution construite sur des bases solides, à accroître dans notre pays la connaissance de la langue, de la littérature et de l'art français. Grâce à nos efforts et à ceux de l'Université de Lille avec laquelle nous collaborons, grâce aussi à votre visite, M. le Président, nous pouvons beaucoup espérer de l'avenir. M. Schatz vous exposer notre travail. Sa direction et le concours de Mlle Dorliac aideront puissamment le conseil à réaliser l'œuvre entreprise, non seulement à Londres, mais dans toutes les villes du Royaume-Uni. »

Puis M. Schatz prononce le discours suivant :

« Monsieur le Président,

« C'est avec un sentiment de profonde et respectueuse gratitude que l'Université de Lille et les organisateurs de l'Institut français de Londres saluent votre présence en cette maison. Cette gratitude ne va pas seulement au chef de l'Etat, qui leur donne une consécration dont ils peuvent être à bon droit infiniment fiers, elle va aussi, permettez-moi de le dire, à votre personne même vers qui le cœur de la France s'est si spontanément porté pour y avoir reconnu les qualités les plus hautes de notre génie national, que nous avons ici précisément mandat de faire mieux connaître et davantage aimer. Quand j'ai eu, il y a quelques semaines, le grand honneur d'être reçu par vous, à l'Elysée, monsieur le Président, je vous ai dit comment nous allons tenter de nous acquitter de ce mandat. Au grand public mondain, nous offrons les exercices de la série artistique, c'est-à-dire les conférences, lectures, auditions et représentations qui constituent la tradition et le succès de l'Université des lettres françaises et par lesquelles nous ferons, ici, connaître les principales manifestations de l'art français sous toutes ses formes. A tous ceux qu'intéresse notre vie littéraire et politique, et principalement aux professeurs de français de nationalité anglaise, nous offrons des exercices de la série littéraire et sociale où seront étudiées conjointement nos institutions publiques et privées, notre littérature contemporaine et l'évolution de notre langue. Aux gens d'affaires des deux pays, nous offrons les exercices de la série économique et commerciale qui aura pour objet les relations commerciales franco-britanniques et les rapports des grands marchés financiers de Londres et de Paris. Nous sommes aussi préparés à servir efficacement ceux de nos jeunes compatriotes qui viennent en Grande-Bretagne chercher une situation ou un utile complément à leur culture générale. Nous leur fournirons au foyer franco-anglais qu'est l'Institut l'aide matérielle et l'appui moral dont ils ont besoin. Ils trouveront, ici, un enseignement régulier, qui, tout en leur laissant une large part de liberté, les adaptera, dans le minimum de temps, à un milieu si différent du leur. Plus tard, et s'ils se fixent à Londres, ils rejoindront leurs camarades déjà pourvus d'un emploi à des cours du soir, où sera complétée leur connaissance de la vie commerciale et financière anglaise.

« Tel est l'objet précis de notre activité présente. L'avenir, selon toute probabilité, l'élargira pour répondre à tous les besoins d'interprétation franco-britannique. Cette œuvre, d'une si haute portée nationale, l'Université de Lille et le conseil d'administration de l'Institut l'entreprennent, monsieur le Président, avec cette volonté réfléchie et persévérante dont vous nous donnez le grand exemple, et avec le plein sentiment de notre responsabilité vis-à-vis de la France et de la Grande-Bretagne sans léser aucune situation acquise. Nous allons unir nos efforts à ceux qui ont été heureusement tentés déjà pour assurer, à Londres, une représentation de notre culture française. Avec toutes les ressources que mettent à notre disposition les hauts patronages officiels qui nous sont acquis, nous chercherons à faire connaître à nos amis d'Angleterre le meilleur de la France et à rendre plus intime l'union nécessaire intellectuelle et économique de ces deux pays.

« Si nous réussissons dans cette œuvre, si nous apportons par elle notre contribution au long travail par quoi progresse l'intelligence, la paix et le culture du monde, nous le devrons en grande partie à l'inappréciable bonneur que vous nous faites aujourd'hui, et il nous serait doux de pouvoir nous dire que, lorsque se seront tues les acclamations qui vont vous suivre jusqu'à votre retour en terre française, vous garderez une pensée aux Français qui restent de l'autre côté du détroit pour servir la France et conserveront de votre visite un impérissable souvenir. »

Le Président de la République répond en ces termes :

« M. le Directeur, Messieurs,

« Je vous remercie de m'avoir offert l'occasion de témoigner à l'Institut français de Londres l'intérêt qu'il mérite et d'exprimer à ses organisateurs toute ma reconnaissance pour leur dévouement. Il n'était pas possible que votre œuvre récente ne trouvât point, dès son premier éveil, les encouragements des pouvoirs, car, fondée sur les modèles de celles qui se sont si heureusement essayées depuis peu en Italie, en Russie, en Espagne, elle servira grandement ici le cause de la France. Mais elle doit déjà et elle devra toujours plus aux initiatives individuelles et aux générosités privées qu'à la sollicitude officielle : et c'est vous, Messieurs, qui, par votre énergie, et par celles que vous suscitez autour de vous, assurez le mieux la prospérité du nouvel établissement. Recevez aujourd'hui mes félicitations et mes vœux. En multipliant ici les lectures, les conférences, les auditions ; en cherchant à répandre chez un peuple ami notre langue, notre littérature, nos arts ; en initiant, d'autre part, ceux de nos compatriotes qui habitent Londres à la vie commerciale, financière, économique de la Grande-Bretagne, vous contribuez à maintenir et à développer entre les deux pays ces communications intellectuelles et morales qui sont une des meilleures garanties des relations politiques.

« Je souhaite à l'Institut français de Londres une longue série de brillants succès. »

Au Home des Institutrices

La troisième visite de M. Poincaré a été pour le home des institutrices. Il a été reçu par le comité de la Maison. Le Président a tenu à se faire présenter Mme Bertel, la directrice, et plusieurs institutrices. Le vice-président, M. Minssen, a expliqué le but de l'institution destinée à protéger contre toute surprise les jeunes institutrices venant de France et à leur procurer des postes en rapport avec leurs aptitudes. Il renseigne aussi les mères de famille sur la valeur des diplômes français et les aptitudes pédagogiques et intellectuelles des candidates.

Après avoir visité la Maison, le Président a félicité la directrice de cette organisation. M. Minssen a adressé à M. le Président une allocution. M. Poincaré a remercié et félicité les personnes qui sont à la tête de l'œuvre du succès de leurs efforts. Deux petites jeunes filles anglaises viennent ensuite apporter, au nom des enfants de Londres, un bouquet pour Mme Poincaré.

C'est aujourd'hui la fête de la reine Alexandra, mère du roi : à l'occasion de cet anniversaire, on a organisé une fête spéciale : vingt mille jeunes filles, habillées de blanc, vendent des fleurs au bénéfice d'institutions charitables auxquelles la reine-mère s'intéresse particulièrement. Ce jour-là a pris le nom de journée des roses.

M. Poincaré, pour se conformer à la tradition, remet une obole en échange du bouquet, embrasse les jeunes filles et leur dit : « Le Président de la République vous embrasse pour tous les enfants de Londres. »

Après la visite du home, M. Poincaré rentre au palais Saint-James où il reçoit les ambassadeurs, les ministres, les chargés d'affaires étrangers accrédités auprès du gouvernement anglais. Le corps diplomatique fait cercle dans une salle d'honneur du palais de Saint-James et les présentations individuelles sont faites par le maître de la cour et par M. Cambon, ambassadeur de France.

Vers le Guildhall

A midi 45 le président quitte le palais de Saint-James pour se rendre au Guildhall. Sur sa route il reçoit des adresses des quartiers qu'il traverse, le *borough* de Holborn et celui de Marylebone.

Au maire de Holborn le président répond :

« Monsieur le maire,

« L'adresse que vous voulez bien me remettre au nom de la circonscription métropolitaine de Holborn est pour moi un nouveau et précieux témoignage des sentiments du peuple de Londres. Je vous prie d'agréer pour vous-même et de transmettre également à vos concitoyens l'expression de mes remerciements.

« Je suis, comme vous, convaincu que la paix bientôt séculaire dont nos deux pays ont apprécié les effets leur a préparé un long avenir d'amitié bienfaisante, et la postérité ne pourra qu'être reconnaissante à Sa Majesté le roi Edouard VII, dont la mémoire demeure aussi chère aux Français qu'à vous-mêmes ».

Au maire de Marylebone il dit :

« Monsieur le maire,

« Les sentiments que vous voulez bien m'exprimer au nom du bourg métropolitain de Saint-Marylebone et dont je viens d'entendre déjà l'écho sur mon passage iront certainement au cœur de mes compatriotes. C'est au nom de la France entière que je veux vous remercier, vous et les habitants de votre circonscription ».

Partout sur le passage du président la foule extrêmement dense l'acclame en agitant chapeaux et mouchoirs.

AU GUILDHALL

Midi 15.

Le lord-maire et la lady-mayoress, assis en costume d'apparat sous un grand dais qui a été dressé au fond de la bibliothèque, reçoivent les hôtes qui arrivent un à un.

La bibliothèque est une sorte de petite chapelle gothique avec une verrière à chacune de ses extrémités ; elle est bordée de chaque côté par une série de petites loges ou derrière des vitres les manuscrits rares, les éditions anciennes alignent les tons chauds de leurs maroquins.

La décoration est extrêmement simple : quelques palmes, quelques [illegible] écus ; au milieu un grand tapis cramoisi. Près de l'entrée, des deux côtés de la chominée qui lait face au dais, deux grands portraits de Charles II et de Jacques II, propriété d'une des plus anciennes corporations de la Cité, le corporation des maîtres tisserands, contemplent la foule disparate. Il y a 775 invités. Elle est animée cette assemblée, et pour une foule moderne, singulièrement multicolore : tuniques rouges des officiers anglais, habits bredés des officiers de marine, robes cramoisies des aldermen et des shérifs, comme les retraites là-bas sur les rayons, dans le décor un peu sombre de la salle, se mêlent sans se heurter.

Un à un cependant les huissiers annoncent les hôtes de marque : voici, salué par de vifs applaudissements, M. Balfour, qui représente, comme on le sait, le Cité à la Chambre des communes ; on avait accueilli, non moins chaleureusement, M. Asquith ; et bientôt la plupart des membres du Cabinet : M. Churchill, M. Mac Kenna, etc. Tout ce qui compte dans le monde politique ou le monde des affaires est là.

Midi 45.

Le lord-maire, sir David Burnett, et la lady-mayoress remettant au premier alderman le soin d'accueillir les hôtes, se dirigent avec le comité de réception vers la porte du Guildhall pour y recevoir le duc de Connaught, le prince Arthur de Connaught et le prince Alexandre de Battenberg qui ont accepté d'assister au banquet.

Une fanfare annonce leur arrivée ; la garde rend les honneurs. Le président arrive quelques instants plus tard. Après les présentations d'usage, le cortège se forme pour regagner la bibliothèque : en tête marchent les trompettes de la Cité, puis les maréchaux de la Cité, les membres du comité de réception, le président du comité de réception, le town clerk, les shérifs, l'architrave (recorder), la suite du duc de Connaught, la suite de M. Poincaré, le prince Alexandre de Battenberg, le prince Arthur de Connaught, le duc de Connaught, l'épée, la masse, et enfin le lord-maire, le président Poincaré et la lady-mayoress.

Une fanfare annonce l'arrivée du président dans la salle de réception ; l'orchestre joue la *Marseillaise*.

Le président va s'asseoir à la droite du lord-maire.

Sur une table, devant eux, est placé le coffret clouté — présent de la corporation des maîtres orfèvres — contenant l'adresse au président. Au dos du couvercle est gravée l'inscription suivante :

Présenté
par la corporation de la Cité de Londres
à
Raymond Poincaré
avec une adresse de bienvenue
à l'occasion de son heureuse visite
en Angleterre comme l'hôte
de Sa Majesté le roi George
Guildhall, 25 juin 1913.

Conformément aux usages traditionnels, les trois coups de « gavel » sont frappés, et le conseil a réuni ; il décide immédiatement de présenter une adresse au président, et le « town clerk » prend note de cette résolution.

Le « recorder », en robe noire et perruque blanche, donne lecture de l'adresse.

Le texte sur parchemin est placé dans le coffret et le tout est remis au président, qui répond en ces mots :

« Monsieur le lord-maire,

« Je vous remercie, ainsi que Mlle [illegible], Retraits et conseillers de la Cité de Londres.